



Projet de Règlement local de publicité de la ville de

ARGELES-SUR-MER

Avis de l'association Paysages de France pour la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le 30/03/2023

Préambule

Dans le rapport de présentation, de nombreux dispositifs présentés peuvent être supprimés sans attendre parce qu'en infraction. Leur impact très négatif dans le paysage est regrettable.

Le projet

Paysages de France est très sensible au fait que la commune compte dans sa plus grande partie, un patrimoine architectural et naturel à préserver. Les limites de ce patrimoine sont un élément essentiel qu'il convient de prendre en compte dans le zonage d'un RLP afin de préserver le paysage de toute nuisance publicitaire et d'être en parfait accord avec les documents du PLU.

Le zonage proposé dans le projet présenté en CDNPS du 30/03/2023 suit une autre logique.

Le zonage et les limites d'agglomération

Le zonage ne semble pas prendre en compte la réalité physique des limites d'agglomération.

Si tel était le cas, la commune compterait probablement plusieurs agglomérations dont le nombre d'habitants n'atteindrait pas les 10 000 h.

Si les nouvelles limites d'agglomération nous amènent néanmoins au delà de 10 000 habitants, rien n'impose à la commune de s'inspirer des seuils maximum du RNP pour définir son règlement local.

Paysages de France demande de reprendre le RLP sur la base d'une agglomération de moins de 10 000 habitants (et hors unité urbaine de plus de 100 000 habitants) où le 4 m² est le maximum autorisé en mural uniquement, et où la publicité est interdite au sol et sur bâche.

Paysages de France s'oppose à la dérogation pour la publicité afin de protéger efficacement les plus beaux quartiers de la commune.

A noter que la publicité au sol est interdite dans les zones à protéger identifiées dans le PLU : article R.581-30, et qu'elle est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (hors UU de plus de 100 000 hab) : article R.581-31
Ces articles s'appliquent aussi au mobilier urbain. Donc vous ne devrez pas autoriser de publicité sur votre mobilier urbain dans ces zones à protéger.

Densité

Paysages de France propose qu'aucun dispositif publicitaire ne soit autorisé pour les unités foncières de moins de 50 m², et un seul dispositif au-delà.

Luminance

Il est bien d'interdire les enseignes sur toiture, car elles impactent très fortement les paysages,

Interdire toute publicité de type numérique, interdire les enseignes numériques

La plage d'extinction 23h - 7h est intéressante, le bon sens pour la sobriété énergétique et le milieu naturel.

C'est ainsi que Paysages de France imagine votre commune demain. Les modifications proposées permettront d'atteindre les objectifs du rapport de présentation.